



**Mémoire du mouvement**

**JE PROTÈGE MON ÉCOLE PUBLIQUE**

*L'école publique, lieu primordial d'équité sociale*

dans le cadre  
des Consultations sur la réussite éducative  
organisées par le ministère de l'Éducation  
du Gouvernement du Québec

Novembre 2016

## TABLE DES MATIÈRES

Introduction – Pourquoi le mouvement JPMEP participe-t-il aux consultations?	1
1. L'école publique, lieu primordial d'équité sociale	1
2. Des acteurs et des partenaires mobilisés autour de la réussite dès maintenant	4
3. L'atteinte du plein potentiel de tous les élèves : un enjeu fondamental	6
4. Un contexte propice au développement, à l'apprentissage et à la réussite des élèves	8
a. Surpopulation et infrastructures négligées	8
b. Les services aux élèves d'abord	9
c. Les facteurs garantissant la qualité des apprentissages	10
Conclusion : il faut agir MAINTENANT	10
ANNEXES	
Annexe 1 - Les idées fortes que le mouvement JPMEP défend dans ce mémoire	13
Annexe 2 - Quelques témoignages tirés du sondage réalisé par le mouvement Je protège mon école publique (JPMEP) en novembre 2016	15

## **Introduction - Pourquoi le mouvement JPMEP participe-t-il aux consultations?**

La présente consultation sur la réussite éducative, ne nous le cachons pas, est le fruit d'une pression intense pour remettre en état un système d'éducation publique extrêmement fragilisé par les coupes budgétaires successives des dernières années. Des pressions pour changer les choses qui émanent, notamment, du mouvement citoyen de parents Je protège mon école publique (JPMEP), actif depuis maintenant plus d'un an et demi. Nous sommes d'avis que la position des acteurs<sup>1</sup> du milieu, que le gouvernement dit maintenant vouloir entendre, devrait être écoutée et prise en compte en permanence, et pas seulement dans le cadre d'une consultation aux visées partisans. Or, l'éducation devrait transcender les considérations politiques, elle ne devrait jamais être tributaire des joutes électorales ni des stratégies de communication. Alors que tous les partis politiques clament actuellement que l'éducation est leur priorité, cette rare unanimité devrait favoriser des actions concertées pour remettre sur pied le système public de l'éducation, or, ce n'est pas le cas.

Devant les orientations de cette consultation, nous nous sommes grandement questionnés, comme beaucoup d'autres intervenants. S'agit-il, pour le gouvernement, d'une façon de faire bonne impression et d'endormir l'électorat après des années de coupes en éducation afin d'assurer sa réélection? Cherche-t-il les meilleurs moyens pour « rentabiliser » l'éducation (la rendre plus performante, remonter les moyennes, ramener le taux de diplomation du Québec à la hauteur de celui de l'Ontario ou des autres provinces canadiennes)? Ou est-ce réellement une consultation sur la réussite éducative des élèves, un outil visant à assurer leur épanouissement dès aujourd'hui et leur insertion sociale et professionnelle à la fin de leur parcours scolaire? Nous voulons croire que c'est plutôt ce dernier objectif qui est visé.

### **1. L'école publique, lieu primordial d'équité sociale**

**L'école publique québécoise doit être une école équitable, stimulante, innovante, motivante, qui donne le goût d'apprendre et de se dépasser à tous et à toutes, peu importe leur origine, leur classe sociale ou la région où ils habitent.** Les indicateurs de performance doivent bien sûr permettre de quantifier la réussite scolaire (taux de diplomation, résultats scolaires, etc.) afin de se doter des outils nécessaires à la formation de la main-d'œuvre et de contribuer ainsi à la bonne marche de l'économie, mais c'est loin d'être tout!

L'éducation est un moteur de développement individuel et social : elle forme des citoyens éduqués, compétents, confiants, indépendants financièrement et aptes à enrichir la collectivité, et pas seulement sur un plan économique; elle permet l'épanouissement individuel, favorise l'équité sociale et la démocratie, en plus de lutter contre les inégalités sociales et de développer le sens critique qui habilite chacun-e à prendre des décisions

---

<sup>1</sup> Le masculin a souvent été utilisé, tout au long de ce mémoire, pour en améliorer la fluidité de lecture. Mais il va sans dire qu'il comprend et désigne tant les filles et les garçons, les femmes et les hommes.

personnelles et collectives éclairées. Les emplois nécessitent désormais beaucoup plus de compétences en lecture fonctionnelle et en traitement de l'information, d'adaptation et de créativité. L'école doit préparer les futurs travailleurs à ces réalités au lieu de les former pour des emplois qui n'existeront probablement plus au moment de leur arrivée sur le marché du travail. L'école permet également l'amélioration des conditions socioéconomiques, des conditions de vie et de travail pour les individus, leurs familles et la société en général.

L'école publique doit maximiser les talents de nos citoyens, peu importe leur origine, leur milieu de vie, leurs difficultés, leurs particularités ou leur parcours. Elle doit aussi intégrer et valoriser les communautés culturelles tout en créant un bagage culturel commun, permettre à tous et à toutes de se réaliser et ainsi de contribuer à l'indice de bonheur national brut tout autant qu'au produit national brut. Elle est aussi un formidable levier pour accroître les revenus du Québec, pour améliorer le climat social et l'état de santé général de la population. Bref, c'est l'atout numéro un pour permettre le développement du Québec et assurer son avenir. L'éducation doit donc ABSOLUMENT être la priorité du gouvernement.

Aujourd'hui, environ 1,1 million d'enfants fréquentent l'école publique au Québec. En tenant compte du fait que ces enfants ont des parents et que le taux de fécondité se situe autour de 1,65 enfant par femme, on peut estimer que 1,3 million de personnes élèvent ces enfants. C'est beaucoup de parents, dont une majorité sont préoccupés par l'état de l'école publique. Ceux-ci sont des partenaires obligés de l'école. Après avoir élevé leurs enfants du mieux qu'ils/elles le pouvaient pendant toute la petite enfance, ils les confient ensuite sept heures par jour à l'école, qui a la responsabilité de leur dispenser une éducation de qualité. JPMEP est composé d'un grand nombre de ces parents. Le mouvement s'est donné pour mission de porter la voix de l'ensemble des parents et celle de leurs enfants, d'abord à travers des chaînes humaines qui se sont tenues devant les écoles depuis mai 2015, puis par le biais de notre participation aux présentes consultations. Par ailleurs, avant de rédiger notre mémoire, nous avons préparé et diffusé un sondage pour les parents et leurs enfants. À ce jour, près de 700 répondants, de toutes les régions du Québec, l'ont complété<sup>2</sup>. Ces parents ne sont pas des experts en ingénierie du système de l'éducation ni des pédagogues. En revanche, ils sont les spécialistes de leurs enfants et de leurs besoins. Ils sont les complices de leur réussite. Sans agenda caché, ils n'ont d'autre intérêt que l'épanouissement et la réussite de leurs enfants. Leur avis est essentiel dans toute réflexion sur l'éducation; ils sont des alliés inestimables dans cette démarche et dans l'élaboration des politiques qui en résulteront. En effet, leurs enfants, les élèves, doivent être au cœur de toute la réflexion sur la réussite éducative.

Or, actuellement, et depuis maintenant trop longtemps, nous considérons que le gouvernement néglige l'école publique. Elle fait l'objet d'une dévalorisation et d'une

---

<sup>2</sup> Je protège mon école publique (JPMEP) (24 octobre au 13 novembre 2016). Sondage : votre école publique [via le site officiel [jpme.com](https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdM6z5vPCO016mK3dBFI3Rra2tiw6pQqX-XTtcHNqIbsN9Xfg/viewform)], <https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdM6z5vPCO016mK3dBFI3Rra2tiw6pQqX-XTtcHNqIbsN9Xfg/viewform>

négligence honteuses. Plus encore, les coupes sévères des six dernières années ont aggravé la situation. Les conséquences sont nombreuses<sup>3</sup> :

- élèves recevant moins d'attention de leurs professeurs : augmentation du nombre d'élèves par groupes dès la 3<sup>e</sup> année et dans les milieux défavorisés;
- moins de soutien pour les élèves : intégration des enfants en difficulté dans les classes ordinaires sans soutien de personnel spécialisé, abolition de postes de professionnels (psycho-éducateurs, éducateurs spécialisés, orthopédagogues et orthophonistes) dans les écoles, malgré l'accroissement de la population et l'intégration d'élèves en difficulté dans les classes ordinaires, abandon du ratio particulier pour les élèves en difficulté et les élèves des classes d'accueil;
- élèves stressés par une surpopulation généralisée : nombre effarant d'écoles dépassant largement leur capacité d'accueil; optimisation du nombre d'élèves par classe après le début de l'année scolaire engendrant des pertes d'emplois et beaucoup d'anxiété pour les élèves et le personnel enseignant; négligence dans l'entretien des bâtiments et manque de moyens pour rénover ou agrandir les bâtiments existants; projets d'agrandissements ou de construction délaissés ou refusés<sup>4</sup>;
- abandon de programmes d'aide aux devoirs et d'aide alimentaire, essentiels pour beaucoup d'élèves parmi les plus démunis;
- frais supplémentaires et casse-tête pour tous les parents : augmentation substantielle des frais du service de garde, du matériel scolaire, abolition du transport scolaire, etc.
- taux de décrochage scolaire inquiétant, taux d'analphabétisme inacceptable<sup>5</sup>;
- taux alarmant d'abandon de la profession par les enseignants.

Depuis septembre 2015, le vent a commencé à tourner, entre autres grâce à la mobilisation historique de parents initiée par le mouvement citoyen JPMEP. En quelques mois, plus de 125 000 participants se sont tenus la main devant nos écoles pour défendre l'institution qu'est notre système d'éducation publique. L'éducation primaire et secondaire est alors devenue

---

<sup>3</sup> Soulignons que, dans une étude réalisée auprès du personnel de direction d'écoles à travers le Québec à l'automne 2015, il ressort que 87 % des directions d'école considèrent que leur établissement scolaire manque de ressources; pour 85 % d'entre elles, la situation actuelle dans le milieu scolaire est alarmante; 82 % évaluent qu'elles ne disposent pas présentement des ressources financières nécessaires pour répondre aux besoins de leurs élèves, et 86 % estiment que les compressions auront des impacts importants sur les générations futures. En effet, par manque de ressources, les directions d'école ont dû réduire : le nombre d'heures de professionnels (76 % des directions); l'achat de matériel didactique (70 % des directions); l'aide aux devoirs (59 % des directions); les ressources pour les activités parascolaires (56 % des directions). Source: Léger Recherche Stratégie Conseil (octobre 2015 [projet 15438-001]). *Les enjeux en éducation. Étude réalisée auprès du personnel de direction d'établissements scolaires du Québec*, pour le compte de l'Association québécoise du personnel de direction des écoles (AQPDE), de l'Association montréalaise des directions d'établissement scolaire (AMDES) et de la Fédération québécoise des directions d'établissement d'enseignement (FQDE), [http://www.amdes.qc.ca/assets/docs/rapport\\_AMDES\\_FQDE\\_AQPDE\\_CP.pdf](http://www.amdes.qc.ca/assets/docs/rapport_AMDES_FQDE_AQPDE_CP.pdf).

<sup>4</sup> Des milliards de dollars en déficit d'entretien cumulés pour les écoles par les commissions scolaires, comme la Commission scolaire de Montréal (CSDM), dont 9 écoles sur 10 obtiennent la pire note possible lorsque l'on évalue leur état. Or, le budget 2016-2017 prévoit 700 millions de dollars pour les infrastructures scolaires, alors que les besoins se chiffrent à 3,5 milliards de dollars (source: ministère de l'Éducation)

<sup>5</sup> Voir Dion-Viens, Daphné (3 octobre 2016). « Le Québec décerne des “diplômes bidons”. Le ministère accorde chaque année des certificats à des analphabètes fonctionnels », *Le Journal de Montréal*, <http://www.journaldequebec.com/2016/10/02/le-quebec-decerne-des-diplomes-bidons>; et Roulot-Ganzmann, Hélène (3 septembre 2011). « L'analphabétisme au Québec, un fléau. Notre système scolaire produit des analphabètes et les abandonne », *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/education/330606/l-analphabetisme-au-quebec-un-fleau-pour-toute-la-societe>.

l'un des principaux sujets d'actualité et les Québécois-es ont pris conscience du sous-financement chronique qui ne lui permet plus de remplir sa mission adéquatement – 86% se sont d'ailleurs prononcés pour un réinvestissement massif en éducation en mai dernier<sup>6</sup>. Désormais, c'est on ne peut plus clair : les répercussions des coupes dans les écoles sont dramatiques<sup>7</sup>. C'est inadmissible. Travailler sur une vision renouvelée de l'école publique afin de la faire entrer enfin dans le XXI<sup>e</sup> siècle? Les parents ne demandent pas mieux. Mais les enfants qui sont présentement sur les bancs de l'école auront terminé leur scolarité en 2025. Le Québec n'a pas les moyens de sacrifier cette génération sur l'autel des coupes et du manque de vision du gouvernement.

## **2. Des acteurs et des partenaires mobilisés autour de la réussite dès maintenant**

Pour réussir, chaque élève a besoin de l'appui de sa famille et de sa communauté. Envisager l'école comme un écosystème, c'est se rendre compte qu'elle est aussi un lieu d'engagement social, et que cet apport des divers milieux lui donne aussi mille occasions de se réinventer. Reconnaître la contribution possible de tous les acteurs de la société, c'est aussi une façon de valoriser l'école, d'y faire vivre des expériences positives à tous – c'est un cercle vertueux, qui favorise l'entraide, la complémentarité, et nous éloigne de la gestion par silos. **En favorisant des maillages avec d'autres acteurs de la société, l'école peut mettre en valeur ces acteurs, qui vont progressivement enrichir le milieu de l'éducation :**

- les organismes communautaires et les milieux artistiques, sportifs, environnementaux et de la santé contribuent à ouvrir les horizons des élèves;
- les entreprises ont tout à gagner à participer à la vie scolaire, au-delà des enjeux liés au recrutement de la main-d'œuvre, à faire découvrir des métiers aux élèves, à stimuler la réflexion sur l'avenir et les choix de carrière;
- favoriser les interactions sociales, créer des lieux d'échange, partager des bâtiments, cela peut aussi contribuer à régler plusieurs problèmes.

**Dans cette optique, JPMEP souhaite que l'éducation devienne une valeur transversale pour l'ensemble du Québec et des ministères.** Il faut (ré)affirmer l'importance de l'éducation comme valeur, mais aussi comme responsabilité primordiale de notre société, et que tous les acteurs, peu importe leur fonction, jouent un rôle dans la promotion de l'éducation. Cette responsabilité-valeur doit être adoptée par plusieurs ministères et appuyée par des ententes interministérielles, un peu comme la politique de développement durable 2008-2013<sup>8</sup>, dans laquelle sont présentés des exemples de contribution de tous les ministères

---

<sup>6</sup> Sondage CROP réalisé du 8 au 10 mars 2016 auprès de 1000 adultes francophones. Commandé par la Centrale des syndicats du Québec (CSQ).

<sup>7</sup> Voir l'Annexe 2 - Témoignages tirés du sondage réalisé par le mouvement Je protège mon école publique (JPMEP) en novembre 2016.

<sup>8</sup> Voir Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC), Bureau de coordination [avec la collaboration de 119 ministères et organismes de l'administration publique (2014). *Le développement durable au gouvernement du Québec : Exemples d'actions mises en oeuvre dans le cadre des plans d'action de développement durable*, Rapport quinquennal de la mise en oeuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013, Gouvernement du Québec, [http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie\\_gouvernementale/exemples\\_actions.pdf](http://www.mddelcc.gouv.qc.ca/developpement/strategie_gouvernementale/exemples_actions.pdf).

à cette stratégie gouvernementale. Car la responsabilité-valeur devient transversale lorsqu'elle est portée par tous les membres de la société, du simple citoyen au ministre<sup>9</sup>.

Certes, un changement de responsabilité-valeur exige du temps et des efforts constants et soutenus à tous les niveaux et dépasse l'horizon des mandats politiques. Ce changement est aussi conditionnel au fait qu'il y ait des gains (des exemples inspirants, des exemples à citer, des histoires de succès) afin d'encourager le déploiement de cette valeur. Il y a fort à parier que ces exemples positifs seront basés sur des pratiques reconnues, sur des données probantes.

D'où l'importance primordiale de l'élaboration d'un plan et d'une vision pour l'éducation au Québec, réalisé avec tous les acteurs concernés – enseignant-e-s, directions, commissions scolaires, parents, élèves, fonctionnaires, politicien-ne-s, entreprises, organismes communautaires, etc. Ce plan devra également être transparent et compréhensible pour tous les acteurs, au premier chef pour les parents. Un plan qui devra rester continuellement à l'avant-plan des préoccupations et évoluer au rythme de celles-ci. L'application de ce plan nécessite aussi qu'y soit rattachée une obligation de financement adéquat de l'éducation. En effet, assurer un financement adéquat pour fournir les services spécialisés requis pour répondre aux besoins des élèves et ainsi donner une réelle chance de réussite et d'atteinte du plein potentiel de tous les enfants est essentiel. Car sans argent, les professionnels pour aider les élèves en difficulté ne sont pas engagés en nombre suffisant, les services aux élèves sont réduits, les bâtiments sont négligés, les mesures d'optimisation des classes cachent l'augmentation du nombre d'élèves par classe. Il faut investir en éducation sans plus attendre, pour ne pas fragiliser (davantage) les générations actuelles d'élèves.

**Il est aussi incontournable de (re)valoriser la profession d'enseignant** – y compris en ce qui concerne les salaires, les conditions de travail ainsi que les possibilités de formation continue – et de souligner le rôle vital des professionnels de l'éducation dans le développement de notre société. Trop d'enseignants paient de leur santé les mauvaises conditions d'enseignement et de gestion de l'école publique. Les répondants à notre sondage reconnaissent d'ailleurs largement l'apport des enseignants, puisque l'amélioration de l'accès à la formation continue et la bonification de leurs conditions de travail et de leur rémunération arrivent presque en tête de liste lorsqu'on leur demande où l'on devrait réinvestir. Les professionnels des services spécialisés et le personnel de soutien, de même que les directeur-trices-s d'école, sont aussi des acteurs qui mériteraient davantage de respect et de considération.

Enfin, il faut tirer profit du réinvestissement citoyen, dans les commissions scolaires, les conseils d'établissements (CÉ), les organisations participatives de parents (OPP) et les mouvements citoyens. **La participation des parents et leur implication doivent être bien**

---

<sup>9</sup> Soulignons que les employeurs pourraient aussi contribuer à valoriser le rôle des parents en assouplissant les règles relatives à la conciliation travail et famille.

**accueillies et valorisées par le milieu scolaire**, compte tenu, toutefois, des limites de leurs compétences et du temps qu'ils ont à offrir à l'école. L'engagement des parents à l'école doit rester complémentaire et apporter une plus-value à l'enseignement, à l'environnement scolaire, au parcours éducatif des enfants, pas entériner un désengagement gouvernemental ou pallier un manque de ressources. Leur rôle pourrait néanmoins faire une différence de taille, tant au niveau scolaire que parascolaire (aide aux devoirs, activités sportives, etc.), voire dans le financement des écoles (création de fondations). Il faut reconnaître leur intelligence, leur intérêt et leur légitimité à participer aux prises de décision. Pour plus de 72% des répondants à notre sondage, la place des parents à l'école est plutôt réduite, peu ou pas satisfaisante, bien que leur participation à la vie de l'école soit appréciable (41,1 % des parents estiment qu'il y a une participation parentale suffisante, grande ou inspirante à leur école).

### **3. L'atteinte du plein potentiel de tous les élèves : un enjeu fondamental**

JPMEP estime que **chaque élève doit avoir accès aux moyens et aux conditions d'apprentissage qui lui permettent de développer ses aptitudes et capacités de manière optimale. Tous ceux et celles qui ont besoin de services spécialisés devraient y avoir accès rapidement, tout au long de leur parcours scolaire, afin de répondre adéquatement à leurs besoins.** Il y a urgence d'agir, afin qu'ils et elles réalisent que leurs difficultés ne déterminent pas nécessairement leurs capacités, leur intelligence et leur potentiel. Le fait de négliger ou de mal accompagner ces enfants mine non seulement leur réussites scolaire, mais aussi leur estime personnelle. La coopération interdisciplinaire des spécialistes dans les équipes-écoles est essentielle, autant pour les enfants que pour leurs parents, leurs enseignant-e-s et les autres élèves sans besoins particuliers qui partagent leur quotidien. Les premiers tombent trop souvent d'épuisement, les deuxièmes sont trop souvent désemparés, et les derniers souffrent d'un climat d'apprentissage difficile et d'un manque d'attention de leur enseignant-e-s, accaparé-e-s par des cas de plus en plus lourds. De plus, le fait d'offrir de l'aide spécialisée aux enfants aux prises avec des difficultés profite aussi aux élèves dits «réguliers», dont le niveau de stimulation et la qualité de vie se trouvent aussitôt rehaussés. Deux tiers des répondants à notre sondage estiment qu'un réinvestissement est urgent pour faciliter l'accès aux services professionnels pour les enfants en difficulté. L'octroi de ces services par le système public est nécessaire pour soutenir les enfants de façon juste, car plusieurs parents n'ont pas les moyens de recourir aux services professionnels privés. En conséquence, les moins fortunés attendent des services qui ne viennent pas, alors que les mieux nantis se tournent vers le privé. Encore un exemple inacceptable de système à deux vitesses.

Dans le même ordre d'idées, tous les élèves – réguliers, à haut potentiel ou en difficulté – devraient pouvoir accéder à des projets et à des programmes stimulants qui favorisent la persévérance scolaire, en valorisant les apprentissages scolaires mais aussi les aptitudes extra-académiques. Il s'agit de répondre aux besoins de tous les élèves, pas seulement à ceux

des élèves qui ont des problèmes de comportement ou d'apprentissage. Le fait de réussir et de s'épanouir à l'école est une importante source de stimulation, de fierté et de motivation, en plus de générer un fort sentiment d'appartenance. Ces facteurs sont essentiels pour assurer la persévérance scolaire. Nous pensons que tous les élèves qui sont actuellement au primaire et au secondaire méritent de bénéficier d'un projet éducatif qui leur offre les meilleures conditions d'apprentissage.

**L'équité des services et des ressources entre les différentes écoles du système public est fondamentale.** Pour répondre adéquatement aux besoins de chaque élève, on ne peut pas traiter les différentes réalités que connaissent les élèves sans différenciation. Bien sûr, on ne vit pas les mêmes enjeux et on n'a pas les mêmes moyens à Sept-Îles et à Montréal, à Saint-Bruno ou dans Parc-Extension. Malgré cela, les différences marquées que l'on ne peut que constater entre les écoles du système public, entre les quartiers, entre les villes et les régions conduisent à des inégalités socioéconomiques importantes. En effet, ces inégalités perpétuent un cercle vicieux : le manque de moyens des écoles pour offrir des milieux stimulants aux enfants brise la confiance des parents en l'école publique, les pousse à se tourner vers le privé ou vers les programmes particuliers offerts dans certaines écoles publiques, créant un « régulier » en total déséquilibre, où se concentrent les enfants davantage en difficulté, moins favorisés, souvent plus pauvres. Des parents qui croient en l'école publique ont l'impression de « sacrifier » leur enfant en l'envoyant au régulier. Ils doivent faire un choix déchirant entre ce que leur dictent leurs valeurs et le désir d'offrir le meilleur à leur enfant. De la sorte, le processus de dévalorisation de l'école publique – et de l'éducation comme valeur cardinale de notre société – se perpétue.

Pourtant, tous les enfants devraient avoir droit à la même qualité d'enseignement, aux mêmes ressources et à des services équivalents, bénéficier des mêmes chances d'épanouissement et de réussite. **Pour éviter ces déséquilibres, il faut favoriser des projets dans toutes les écoles, tant au primaire qu'au secondaire, afin que les élèves soient poussés à se réaliser et à se dépasser également dans tous les quartiers et dans toutes les régions. Il faut que l'école publique « régulière » soit synonyme de mixité sociale et de qualité en matière d'enseignement pour tous les élèves du Québec.**

Il faut aussi cesser d'envisager l'éducation uniquement en fonction des besoins du marché du travail. Nous devons valoriser la créativité, comprendre qu'elle est aussi importante que la littératie et la numératie et qu'elle favorise l'adaptation et l'apprentissage continu. D'ailleurs, nous avons du mal à prévoir de quoi nous aurons besoin collectivement en termes de main-d'œuvre au cours des 50 prochaines années, on ne peut qu'essayer d'anticiper, au mieux, les tendances qui prévaudront au cours des 5 ou des 10 prochaines années. Fonder les orientations de l'éducation sur ce type d'approximations nous empêche de prendre conscience du fait que la créativité prépare les enfants à s'adapter aux réalités (sociales, économiques, environnementales) qui vont continuer d'évoluer rapidement. Une boîte à

outils bien remplie, une bonne capacité à apprendre et une culture générale solide seront alors essentielles.

#### **4. Un contexte propice au développement, à l'apprentissage et à la réussite des élèves**

Devant l'ampleur de la dévalorisation de notre réseau scolaire public et le contexte budgétaire qui demeure des plus préoccupants, JPMEP réclame que nos enfants puissent réussir grâce à l'école publique, et non malgré elle. Nous allons maintenant aborder deux des aspects de la dévalorisation et du manque de financement du réseau public de l'éducation qui nous inquiètent particulièrement.

##### **a. Surpopulation et infrastructures négligées**

Comment penser mettre sur pied des projets porteurs, novateurs, quand on est constamment occupés à colmater les fuites? Le *baby-boom* de 2008 aurait pourtant dû nous mettre la puce à l'oreille... mais nous sommes confrontés à des problèmes immédiats de surpopulation dans les écoles primaires et il faudrait déjà envisager les problèmes qui s'annoncent au secondaire, voire aux niveaux collégial et universitaire. Les enfants qui ont débuté leur scolarité dans des écoles surpeuplées, au primaire, arriveront bientôt dans des écoles secondaires dépassant, elles aussi, leur capacité d'accueil – certaines écoles montréalaises sont déjà dans cette situation! **Il faut absolument parvenir à mieux gérer les problèmes de surpopulation en termes d'entretien, de réfection et de construction d'écoles.**

Globalement, les parents qui ont répondu à notre sondage jugent assez défavorablement l'état des bâtiments et les équipements scolaires (surtout les cours d'écoles, les vestiaires, les bibliothèques – dont les heures d'ouverture sont trop souvent réduites –, les outils et les ressources matérielles). De plus, environ les deux tiers des répondants estiment que le nombre d'élèves dans leur école est trop élevé – alors que près de la moitié des répondants signalent que leur école a refusé des élèves de leur territoire par manque de place –, que trop de classes sont aussi utilisées par les dîneurs et les services de garde, et que trop de locaux servent de classes alors qu'ils ne sont pas adaptés pour cet usage. L'entretien et l'amélioration des infrastructures scolaires existantes, la mise à niveau et l'achat d'équipements informatiques ou technologiques arrivent respectivement au deuxième et au troisième rang dans les réponses des répondants à notre sondage lorsqu'on leur demande où un réinvestissement devrait aller.

**Il faut, dès maintenant, assurer aux élèves québécois de l'école publique un environnement sain et stimulant, avec suffisamment d'espace, d'équipements (technologiques et autres) et de moyens financiers pour créer des projets motivants pour tous et toutes, et permettre aux élèves de se réaliser.** Il faut aussi valoriser l'innovation architecturale et reconnaître les effets positifs d'un environnement esthétique et adapté aux

nouvelles pratiques d'enseignement sur les apprentissages comme sur la perception de l'école elle-même.

### **b. Les services aux élèves d'abord**

**Dans notre sondage, près de quatre répondants sur cinq constatent des effets néfastes des coupes budgétaires sur l'offre de services professionnels et le soutien à l'enseignement dans leur école.** Plus de la moitié des répondants considèrent aussi que la motivation et la persévérance scolaires ne sont pas suffisamment soutenues.

L'intégration des élèves à défis particuliers n'a cessé d'augmenter dans les classes régulières. Il était pourtant convenu que cette intégration ne serait envisageable qu'avec l'ajout de plus de spécialistes pour soutenir ces élèves et leurs enseignant-e-s. Or, on a allègrement sabré dans les postes de spécialistes. Seulement à la Commission scolaire de Montréal (CSDM), il manque pas moins de 264 postes de spécialistes pour atteindre les 995 jugés nécessaires en 2015-2016. C'est donc dire qu'à peine 73 % des besoins sont présentement comblés<sup>10</sup>!

Le manque de spécialistes pour aider les enfants avec des problèmes d'apprentissage appauvrit plusieurs familles, qui n'ont d'autre choix que de se tourner vers des services privés et coûteux afin d'obtenir un suivi dans les écoles publiques. D'autres enfants en sont tout simplement privés ou attendent trop longtemps des services publics, ce qui cause des retards souvent insurmontables dans leurs apprentissages. De plus, ces spécialistes, faute de moyens, offrent des suivis parfois insuffisants quant à la fréquence et à la durée, alors qu'il faudrait plutôt consolider les acquis d'un enfant qui a connu beaucoup de difficultés auparavant.

Par ailleurs, le manque d'arrimage entre le système public des Centres de la petite enfance (CPE) et des garderies en milieu familial, coordonnés par des Bureaux coordonnateurs, fait en sorte que le dépistage de problèmes de développement en bas âge n'est pas toujours fait, de sorte que certains enfants passent entre les mailles du filet et ne bénéficient pas des services nécessaires au moment de commencer la maternelle<sup>11</sup>. Le suivi des élèves en difficulté dans leur transition du primaire au secondaire n'est pas toujours satisfaisant non plus. **Une transition réussie permettrait d'améliorer la réussite scolaire, de consolider les apprentissages et de diminuer le décrochage scolaire.**

Les écoles publiques de la région de Montréal et de plus en plus d'autres régions du Québec sont en outre confrontées à des problèmes liés à l'accueil d'élèves issus de l'immigration récente et aux enjeux du multiculturalisme. **L'accès aux ressources en francisation et la**

---

<sup>10</sup> Chiffres produits par l'Alliance des professeures et professeurs de Montréal, 2015-16. Calcul des besoins pour les plans d'intervention.

<sup>11</sup> L'idée des pré-maternelles 4 ans a ses vertus, surtout dans les milieux défavorisés, mais n'est pas une panacée, d'autant que leur intégration dans des écoles qui débordent déjà représente un défi colossal.

**transition harmonieuse des classes d'accueil aux classes régulières est à revoir rapidement<sup>12</sup>.**

### **c. Des facteurs garantissant la qualité des apprentissages**

Depuis février 2015, il est établi que la dernière réforme scolaire au secondaire est un échec, selon une vaste étude commandée par le ministère de l'Éducation<sup>13</sup>. Loin d'atteindre ses objectifs, le renouveau pédagogique a même fait plus de tort que de bien, spécialement chez les garçons et les élèves à risque. Comment se fait-il qu'elle soit toujours en place?

**Parmi les mesures probantes reconnues, le lien entre l'enseignant-e et l'élève est considéré comme étant le plus décisif dans la réussite scolaire.** S'il est indispensable de (re)valoriser la profession d'enseignant, comme nous l'avons souligné plus haut, leur responsabilité face aux élèves doit aussi être reconsidérée. Autant les enseignant-e-s motivé-e-s et allumé-e-s savent stimuler leurs élèves et les aider à s'épanouir, autant ceux et celles qui sont démotivé-e-s ou incompetent-e-s ont une influence désastreuse sur les élèves. Un mécanisme doit être adopté pour écarter ces enseignant-e-s du système ou les habiliter à mieux enseigner, et cela pour le bien des élèves et de la profession.

D'ailleurs, l'attribution de postes d'enseignement après le début des classes, les départs injustifiés en cours d'année scolaire et les clauses de conventions collectives qui entraînent des roulements de personnel sont autant d'aberrations qui brisent le lien entre l'enseignant-e et l'élève, déstabilisent, démotivent et stressent les élèves inutilement, mettant en jeu la réussite de certains d'entre eux. **Mettre l'élève au coeur de l'école publique, c'est aussi mettre fin à ces pratiques abusives.**

### **Conclusion : il faut agir maintenant**

JPMEP est donc plus que favorable à l'élaboration d'un plan d'amélioration de la réussite éducative pour 2025, mais aussi dès maintenant. Ne sacrifions pas les cohortes d'élèves actuellement en classe au nom de l'équilibre budgétaire. À vouloir alimenter le Fonds des générations, on creuse l'écart entre les générations en ne donnant pas à celle qui est présentement sur les bancs de l'école l'éducation à laquelle elle a droit. Les élèves d'aujourd'hui doivent avoir le bagage et la formation requis pour s'intégrer à la société de demain et y contribuer positivement. Assurer la prospérité des prochaines générations, ça passe aussi et surtout par une éducation de qualité pour tous et toutes dès maintenant.

---

<sup>12</sup> Voir Gervais, Lisa-Marie (2 novembre 2016). La webintégration, *Le Devoir*, <http://www.ledevoir.com/societe/education/483643/la-webintegration>.

<sup>13</sup><http://www.journaldemontreal.com/2015/02/04/une-etude-revele-que-le-renouveau-pedagogique-a-cause-du-tort>

L'occasion de montrer que l'éducation est vraiment une priorité a été manquée à la dernière mise à jour budgétaire. Les sommes tout récemment annoncées sont encore loin de combler l'ensemble des besoins. JPMEP dénonce la décision du gouvernement de ne pas régler le problème du sous-financement chronique en éducation alors que les surplus réalisés entre autres sur le dos de nos enfants lui permettent de le faire. Le réinvestissement annoncé en octobre dans le cadre de la mise au point budgétaire laisse croire que ces budgets devraient, selon leur attribution (toujours inconnue) se rapprocher du niveau de juin 2015. Or, déjà sous-financées à l'époque, les écoles publiques primaires et secondaires ont depuis vu leur clientèle croître de façon importante. Elles traversent une crise de sous-financement majeure qui est loin d'être résolue par les montants annoncés. Selon le bulletin de septembre 2015 de l'institut Fraser, le Québec est la province canadienne où l'investissement dans les écoles publiques est le plus bas par élève. Il se situe largement sous la moyenne canadienne à cet égard (-14%).

Cesser de couper, ce n'est pas réinvestir. C'est maintenir le *statu quo*. L'école publique québécoise a besoin d'air et d'argent neuf, pas du maintien d'une situation intenable. Le gouvernement Couillard s'est empressé de majorer le salaire de ses 20 000 médecins pour qu'il atteigne la moyenne canadienne, en leur versant 3,5 milliards de dollars d'ici 2021. Il est inconcevable que l'éducation de 1,1 million d'élèves qui fréquentent l'école publique au Québec ne bénéficie pas d'un traitement équivalent. Si ces 1,1 millions d'élèves étaient tous des électeurs, il y a fort à parier que le gouvernement agirait différemment.

L'argent est disponible pour réinvestir en éducation massivement dès maintenant. C'est une question de priorités et de valeurs. Entre le remboursement de la dette en accéléré, les baisses d'impôt, les enfants paient présentement les coupes en éducation. Et ce choix aura un coût énorme pour le Québec dans quelques années. Améliorer les processus, revoir les façons de faire et s'assurer que l'argent se rende davantage dans les écoles, c'est bien, mais il est illusoire de penser que redresser à court terme le système d'éducation primaire et secondaire, et bâtir l'école du XXI<sup>e</sup> siècle se fera sans investissements importants. **Il faut agir MAINTENANT.**

**On ne peut pas se doter d'un plan et d'une vision pour les prochaines années tout en abandonnant la cohorte d'élèves qui sont présentement assis sur les bancs de l'école publique.** Ces élèves paient tous les jours le prix des coupes répétées en éducation, et ils sont l'avenir du Québec. Ce plan doit être transversal et cohérent, être élaboré de concert avec tous les acteurs impliqués dans la réussite éducative des élèves du Québec, se traduire par l'ajout des sommes qui sont requises pour assurer la pérennité et le développement de l'école publique ainsi que par l'amélioration tangible des services aux élèves. **Il faut agir MAINTENANT.**

**Les parents du mouvement JPMEP continueront de talonner le gouvernement pour qu'il assure le financement de l'école publique afin de mettre à niveau les bâtiments, de**

solutionner le problème de surpopulation dans les écoles et de fournir les professionnels et le matériel dont les élèves et les enseignant-e-s ont besoin. Le budget de mars 2017 devrait être à la hauteur de ces attentes, surtout venant d'un gouvernement qui se targue d'être le «gouvernement de l'éducation». Il en va de la réussite éducative de nos élèves, présents et futurs. Il en va de la réussite de notre société, aujourd'hui et demain. **Les parents et les enfants du Québec comptent sur vous.**

## ANNEXE 1

### **Les idées fortes que le mouvement JPMEP défend dans ce mémoire**

#### 1. L'école publique, lieu primordial d'équité sociale

L'école publique québécoise doit être une école équitable, stimulante, innovante, motivante, qui donne le goût d'apprendre et de se dépasser à tous et à toutes, peu importe leur origine, leur classe sociale ou la région où ils habitent.

- L'équité des services et des ressources entre les écoles du système public est fondamentale.
- Il faut que l'école publique « régulière » soit synonyme de mixité sociale porteuse de qualité en enseignement pour les élèves du Québec.
- Doter le Québec d'un plan et d'une vision pour l'horizon 2025, sans pour autant laisser tomber les cohortes d'élèves qui sont présentement assis sur les bancs de l'école publique.
  - Ce plan doit être transversal et cohérent, être élaboré de concert avec tous les acteurs impliqués dans la réussite éducative des élèves du Québec, se traduire par l'ajout des sommes qui sont requises pour assurer la pérennité et le développement de l'école publique ainsi que par l'amélioration tangible des services aux élèves. **Il faut agir MAINTENANT.** Les parents du mouvement JPMEP continueront de talonner le gouvernement pour qu'il assure le financement de l'école publique afin de mettre à niveau les bâtiments, de solutionner le problème de surpopulation dans les écoles et de fournir les professionnels et le matériel dont les élèves et les enseignant-e-s ont besoin.

#### 2. Des acteurs et des partenaires mobilisés autour de la réussite dès maintenant

L'éducation doit (re)devenir une réelle priorité nationale et transversale pour l'ensemble du Québec et des ministères gouvernementaux.

- (Re)valoriser la profession d'enseignant-e, mieux respecter et mettre en valeur les professionnels des services spécialisés, les personnels de soutien, de même que les directions d'écoles.
- Mieux accueillir et valoriser le rôle des parents et leur implication par le milieu scolaire, en tenant compte des limites de leur compétences et du temps qu'ils ont à offrir à l'école et aux enfants.
- Favoriser des maillages entre l'école et d'autres acteurs de la société (organismes communautaires, milieux artistiques, sportifs, environnementaux et de la santé, notamment).

### 3. L'atteinte du plein potentiel de tous les élèves : un enjeu fondamental

Chaque élève doit avoir accès aux moyens et aux conditions d'apprentissage qui lui permettent le mieux de développer ses aptitudes et capacités.

- Des services professionnels pour les enfants en difficulté.
- Favoriser des projets innovants et motivants partout dans la province, tant au primaire qu'au secondaire, afin que tous les élèves soient poussés à se réaliser et à se dépasser.

### 4. Un contexte propice au développement, à l'apprentissage et à la réussite

#### a. Surpopulation et infrastructures négligées

- Il faut absolument parvenir à mieux gérer les problèmes de surpopulation avec les impératifs d'entretien, de rénovation et de construction des écoles.
- Il faut assurer aux élèves québécois de l'école publique un environnement sain et stimulant, avec suffisamment d'espace, d'équipements (technologiques et autres) et de moyens financiers pour créer des projets motivants pour tous et toutes.

#### b. Les services aux élèves d'abord

- Améliorer, de façon urgente, l'offre de services professionnels et le soutien à l'enseignement.
- Améliorer l'arrimage entre le préscolaire et le primaire, puis entre le primaire et le secondaire, en prenant en compte les difficultés de développement et d'apprentissage des enfants.
- Favoriser la transition des élèves issus de l'immigration récente entre les classes d'accueil et les classes régulières.

#### c. Des facteurs garantissant la qualité des apprentissages

- Mettre à profit les mesures probantes reconnues pour améliorer l'enseignement.
- Reconnaître l'importance du lien entre l'enseignant-e et l'élève et trouver des mécanismes permettant de l'améliorer, tout en mettant fin à des pratiques abusives qui favorisent indûment le lien à l'emploi, l'instabilité dans les classes et l'absentéisme des enseignant-e-s.

## ANNEXE 2

### **Quelques témoignages tirés du sondage réalisé par le mouvement Je protège mon école publique (JPMEP) en novembre 2016**

*Mon enfant n'était pas assez mauvais pour recevoir de l'aide, il passe juste et il n'y a pas de ressources pour l'aider car d'autres étaient plus mauvais que lui. C'est surtout les enfants moyens-faibles qui tombent dans les craques du plancher. J'ai donc dû me aller chercher des services au privé.*

*Profs épuisés, ne parvenant pas à aider les élèves trop nombreux, en difficultés majeures pour certains. Trop d'élèves HDAA intégrés dans les classes régulières pour que l'enseignant puisse arriver à faire avancer la classe.*

*C'est rendu que [c'est] les concierges qui aident les enseignants avec les élèves en crises.*

*Ma fille est née en 2006, lors du petit babyboom, et dès la maternelle, une dizaine d'enfants de son âge se sont vus transférés à l'école du village voisin.*

*Des facettes de briques sont tombés sur la tête d'un enfant, 6,5 millions [\$] sont nécessaires entre autres pour rénover la maçonnerie, la plomberie, les fenêtres d'origine.*

*Manque de casiers, certains sont rouillés; la cour d'école n'a plus de lignes, des grosses flaques d'eau stagnent très souvent, elle est trop petite pour accueillir tous les élèves, les paniers de basket ont été retirés car en trop mauvais état. Manque d'espaces au service de garde.*

*Il y a plusieurs classes maintenant au sous-sol, et le couloir du sous-sol a été en partie transformé en classe pour le cours de danse.*

*Les élèves doivent avoir des cours de musique dans la bibliothèque car il n'y a plus de locaux disponibles. Les enfants doivent dîner au gymnase, car le local du service de garde est trop petit.*